



**COALITION QUÉBÉCOISE
POUR LE CONTRÔLE DU TABAC**

4126, rue St-Denis, Montréal, Québec H2W 2M5 • Tél. : (514) 598-5533 • Téléc. : (514) 598-5283 • coalition@cqct.qc.ca

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

La Coalition dénonce la décision du gouvernement fédéral d'abolir le programme de lutte contre le tabagisme chez les Premières Nations et les Inuits

Lundi le 2 octobre 2006 — « *La décision du gouvernement fédéral de laisser les Premières Nations et les Inuits sans programme antitabac est déplorable et indéfendable* », a affirmé aujourd'hui la **Coalition québécoise pour le contrôle du tabac**.

La semaine dernière, sans même consulter les intervenants, le gouvernement a aboli la **Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Premières Nations et les Inuits**. Cette compression de 10,8 millions de dollars est infligée en dépit des données démontrant que les Autochtones canadiens sont trois fois plus nombreux à fumer que la moyenne canadienne. Dans certaines communautés autochtones, les fumeurs représentent 80 % de la population.

Selon **Louis Gauvin, coordonnateur de la Coalition**, « *Le président du Conseil du Trésor John Baird a affirmé avoir retiré les fonds alloués à la Stratégie faute de résultats. Il semble que ce gouvernement croit que si un problème majeur ne peut être résolu rapidement, il vaut mieux l'ignorer et cesser d'investir de l'argent pour trouver des meilleures solutions, surtout si le problème affecte les Premières Nations.* »

Au moment où a été supprimé le programme de lutte contre le tabac des **Premières Nations et des Inuits**, une évaluation formelle des cinq premières années du programme était en cours. « *Le gouvernement n'a aucunement fait ses devoirs pour juger de l'efficacité du programme. Il n'a pas attendu son évaluation. Il n'a pas consulté les intervenants. Il n'a considéré ni les cas évidents de succès, comme l'adoption de mesures législatives antitabac sévères au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest, ni la baisse du taux de tabagisme chez les Premières Nations entre 1997 et 2002 (de 62% à 59%). Et il n'a pas constaté qu'à l'égard de la lutte contre le tabagisme, le succès ne se mesure pas toujours en mois ou en années, mais bien en décennies* », s'indigne **monsieur Gauvin**.

La **Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme**, annoncée en avril 2001, était assortie d'un financement de 480 M\$ sur cinq ans, dont 50 M\$ spécifiquement réservés aux **Premières Nations et aux Inuits**. Le financement de la stratégie a systématiquement été grugé au cours des années à tous les niveaux (particulièrement le volet campagne grand médias). La portion réservée aux Premières Nations et aux Inuits a aussi fait l'objet de coupures.

« *S'il n'y pas une alternative pour remplacer immédiatement le programme, et utiliser tous les intervenants présentement engagés dans la lutte contre le tabagisme, les vagues promesses de remplacer le programme à une date ultérieure non spécifiée ne valent absolument rien. Abolir le programme sans rechange signifie balayer du revers de la main toute l'expertise et l'engagement accumulés au cours des dernières années. C'est une manière remarquablement cavalière de négocier avec la santé de près d'un million de Canadiens. On ne peut laisser les populations autochtones et inuites sans financement et sans programme pendant un, deux ou trois ans, le temps qu'une nouvelle initiative soit élaborée. Nous faisons face à une crise de santé publique, et une crise requiert une action urgente.* »

« *Le tabagisme demeure la première cause de décès évitable chez tous les Canadiens. Mais le problème est encore plus dramatique chez les communautés autochtones. Même si plusieurs aspects du programme devraient être améliorés, ce n'est pas une raison pour l'abolir. Trouvons des manières de l'améliorer* », conclut **monsieur Gauvin**.